

Jeudi 27 avril 1848.

107  
1<sup>re</sup> Année. — N° 51.

# LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :

Rue de Rivoli, 16.

	Un an.	6 mois.	3 mois.
Paris.	24	12	7
Départements.	36	18	10
Etranger.	48	24	13

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'Administration, rue de Rivoli, 16.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : SOBRIER.

Paris, 26 avril.

La révolution de février a été un soulèvement de la conscience publique. Les pavés eux-mêmes, si l'on ose ainsi dire, ont pris une âme dans l'indignation générale. D'où venait cette réprobation terrible qui éclata comme la foudre sur la tête d'un pouvoir égoïste et perfide ? On ne peut pas se dissimuler que l'abus des gros traitements, en un mot la curée des dix-huit dernières années n'ait indisposé la bourgeoisie elle-même contre la monarchie rapace.

Le lendemain de cette grande chute, la France attendait un gouvernement à bon marché. C'était le moyen de soulager les masses, qui, après tout, entretiennent à leurs frais les différents pouvoirs de la société. La crise financière commandait d'un autre côté cette économie nécessaire. Quand le pays souffre, ceux qui gouvernent devraient tenir à honneur de s'envelopper dans la souffrance générale. Aucune privation n'aurait dû être déclinée par les hommes auxquels le pays, dans un élan de confiance, remettait ses intérêts et ses droits. Nous aurions aimé les voir se rapprocher de la condition du prolétaire, accepter la vie dure et pénible, s'abstenir de l'étiquette et des usages du régime déchu. Le meilleur moyen de comprendre les maux et les nécessités du peuple, c'est de les partager.

Au lieu de cela, qu'avons-nous vu ? Les pouvoirs nouveaux se sont installés dans les formes et, si j'ose ainsi dire, dans les habits des anciens pouvoirs condamnés. A part la différence des visages, rien n'était changé dans les ministères ni dans les administrations. Le peuple, écarté la veille de la Révolution par l'insolence des gouvernants, était encore exclu le lendemain du libre accès près de ses chargés d'affaires. Si du moins on eût épargné le fruit de son travail en mettant tout de suite l'ordre et l'économie dans les finances. Loin de là, la substance des masses fut dévorée en quelques jours par une bande d'oiseaux de proie qui fondirent sur la République avec des appétits effroyables. L'intérêt public fut livré de nouveau aux intérêts privés, qui arrachèrent chacun un morceau du budget pour le dévorer dans l'ombre. Le peuple vit cette nouvelle course au clocher avec le calme du dédain, lui qui donne toujours et qui ne prend jamais.

Le moment est venu pourtant de demander compte au Gouvernement provisoire de la dilapidation des deniers publics. Pour se donner le plaisir de calmer certaines passions qui le gênaient et d'assouvir des amours-propres dangereux, il a jeté à pleines mains, sans discernement et sans mesure, les dernières ressources de la nation épuisée. Cette lâche complaisance appelle maintenant sur lui l'examen et le châtiement des hommes de cœur.

Nous accusons le Gouvernement provisoire d'avoir sacrifié à ses intérêts les intérêts du pays en créant des charges beaucoup trop rémunérées. Quelle nécessité y avait-il d'envoyer dans les départements des hommes auxquels on donne 40 francs par jour pour soigner leur candidature, quand d'honnêtes citoyens vivent avec 40 sous ! Ces traitements scandaleux fournissent aux ennemis de la Révolution des armes pour l'attaquer. Nous avions eu une République pure de sang ; il ne tenait qu'à vous de la préserver des flétrissures de l'or : vous ne l'avez pas fait. Vous avez suivi les traditions du dernier règne en offrant des charges et des emplois publics comme un appât à l'intrigue et à l'immoralité. Qu'en est-il résulté ? c'est que le vrai patriotisme s'est éloigné de vous, tandis que les républicains du lendemain, c'est-à-dire les fourbes, les habiles, les désœuvrés, sont venus vous circonvenir. Vous avez accepté leurs services par faiblesse, tristes services qui se retournent maintenant contre vous. Au lieu de montrer aux provinces la figure de la Révolution, ces hommes sans énergie, sans conscience, n'ont représenté partout que l'insignifiance de leur caractère. La province en a chassé quelques-uns, elle tolère les autres ; mais en vérité Paris n'est point représenté par cette bande d'affamés et de citoyens équivoques.

La plupart de ces commissaires ont été choisis dans la classe des jeunes gens incapables et indifférents à tout, qui usent leur vie sur le velours des estaminets ou des tavernes. Leurs talents sont mé-

diocres ; leur probité est douteuse. Ils n'ont vu dans la Révolution qu'un coup de hasard ; ils s'y sont rattachés en joueurs habiles comme à la seule chance de succès. La veille ils se seraient vendus à la monarchie ; ils ont pactisé le lendemain avec la République. Que la réaction les paye, ils seront à la réaction quand même. Ce n'est point avec cette nature d'âmes vénales qu'on fonde le gouvernement du peuple. Si nous n'avons pas de mœurs républicaines, nous n'aurons pas de République. Or, au premier rang des vertus plébéiennes, nous devons placer le désintéressement et le sacrifice. Du jour où les places n'offriront plus de gros traitements, elles cesseront d'être recherchées par la spéculation et l'intrigue ; mais, en revanche, le mérite les ambitionnera. Dans une République, le vrai, le seul honneur d'un fonctionnaire, ce n'est point d'être beaucoup payé, c'est d'être utile.

Les faits les plus scandaleux viennent chaque jour à notre connaissance sur les opinions, les antécédents et les mœurs des hommes auxquels le Gouvernement confie la mission délicate de propager l'esprit révolutionnaire. Il nous faut donner avant tout à la République une base morale. Ce n'est point avec des escrocs et des hommes tarés qu'on purifie une nation des souillures de la monarchie. En présence de faits si graves, nous demandons qu'une enquête soit faite ; nous réclamons le rappel immédiat de tous les fonctionnaires qui ont abusé la conscience du pays. Ces hommes doivent être destitués à l'instant même, car, sous les couleurs de la Révolution, ils cachent l'amour des aristocraties tombées. C'est une loi d'attraction inévitable : les natures honnêtes vont à la République ; les natures corrompues vont à la royauté.

Si le Gouvernement s'obstinait à garder en place ces hommes impuissants et hypocrites, il assumerait sur sa tête une grave responsabilité. Nous l'accuserions alors de s'entendre avec ses agents pour altérer le véritable esprit révolutionnaire. Cette accusation serait portée dans quelques semaines devant l'Assemblée nationale et devant le tribunal du pays. La France républicaine n'entend plus subir ces mains impures qui, si nous les avions laissés faire, auraient imprimé à notre pays l'ineffaçable signe de la démoralisation politique. La France est remontée en trois jours au sentiment de l'honneur national ; il faut qu'elle se soutienne à cette hauteur si elle ne veut point retomber dans le bourbier de l'intrigue. Cette cupidité des places qui a marqué de honte le gouvernement déchu renaît plus insatiable que jamais. C'est à nous de veiller sur les pouvoirs publics afin de les conserver intacts ; car, du jour où la rouille s'attache à l'âme des gouvernants, il n'y a plus de salut pour les nations que dans l'énergique conscience et les soulèvements formidables du peuple.

Plus nous avançons, plus les idées, les systèmes, les partis se dessinent d'une manière nette et tranchée. On sent qu'une grande bataille a été livrée, bataille électorale dont le résultat est encore renfermé dans les urnes des scrutins.

Des tendances que déjà l'on avait remarquées et signalées dès le 27 février ne se dissimulent plus en aucune façon. Deux républiques sont en présence. L'une, essentiellement démocratique, voulant la régénération sociale pleine et entière ; — l'autre, aristocratique plus ou moins, mais procédant toujours par voie d'exclusion, ne voyant dans le fait accompli en février que la modification de quelques institutions universellement reconnues vicieuses et le changement nécessaire de quelques fonctionnaires.

Pour les uns donc la révolution de février est radicalement sociale ; pour les autres ce n'est pas un nouvel ordre de choses qui commence, c'est un nouvel ordre de personnes.

Parmi les anciens journaux républicains, le *National* est celui qui a le plus franchement fixé sa ligne de conduite dans ce dernier sens. Nous nous y attendions depuis longtemps. Le passé du *National* nous disait quelle serait sa marche à l'avenir. Quant à nous, nous croyons qu'une révolution politique qui ne serait pas en même temps sociale, ne peut jamais être qu'un état de transition. — Et les partis vaincus aux barricades de 1830 et 1848

l'ont parfaitement compris. Car tous sont prêts à accepter la république du *National*, qui peut également nous conduire en avant et en arrière : en avant si, dès aujourd'hui, les masses comprennent leurs intérêts ; en arrière si les mêmes habiles qui ont escamoté 1830 escamotent 1848.

Ce n'est pas relever des ruines qu'il faut. Loin de nous les badigeonneurs, les restaurateurs d'un vieil édifice craqué et lézardé. C'est une mesure ; qu'on la renverse tout à fait, et qu'à sa place on élève avec des pierres neuves le palais de la France régénérée.

Pour détourner l'attention du public des points qui doivent la fixer, il n'est sorte de calomnie qu'on n' imagine, si plate invention qu'on ne colporte, mensonge si effronté qui ne s'étale avec complaisance dans les colonnes des journaux prétendus républicains. Hier c'était l'Assemblée nationale qui nous englobait dans un prétendu projet de conspiration dont la *Réforme*, la *Vraie République* et le *Représentant du peuple* faisaient partie. D'avance elle indiquait la marche et donnait les détails de l'entreprise. Notre rôle était tracé non seulement à Paris, mais en province. Tout cela coulait de source, tout cela attestait une exubérance d'imagination dont on ne saurait trop féliciter notre antagoniste. Basile est dépassé : qu'on le relègue au plus tôt parmi les vieilleries, et qu'on cesse de nous le présenter comme un type inimitable.

Cela bien entendu, qu'il n'en soit plus question. Désormais ce serait perdre son temps que de s'escrimer contre ces colosses de l'odieuse et du ridicule.

Le *Représentant du peuple* est vraiment trop bon de faire des sommations à l'Assemblée nationale. A quoi bon des phrases comme celle qui suit :

« ..... De pareilles provocations à la guerre civile, au massacre de bons citoyens, sont trop ignobles pour qu'on ne flétrisse pas hautement ces bravi de l'aristocratie vaincue, qui n'ont pour ressources électorales que l'insulte, la perfidie et les calomnies infâmes. »

N'en déplaise à notre ami, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que c'est leur faire trop d'honneur que de les relever. Ne voyez-vous pas que ces gens-là, montés à la dernière branche de l'arbre pour éviter l'océan populaire, sentent que leur appui leur manque et qu'ils vont être submergés dans l'abîme. Le vertige les a saisis à l'aspect du flot souverain qui monte, monte toujours ; dans le délire du désespoir, ils font entendre des cris inarticulés, ils appellent aux armes avec rage ! Que les vieux principes lui répondent donc du fond de leurs tombeaux ! Que les tronçons de la vieille société se rejoignent, que les abus se réunissent pour tenter un effort suprême, que la barbarie et la féodalité accourent et marchent à la vieille croisade, que l'incarnation désolée du droit divin soupire au fond de l'exil en signe de reconnaissance. Allez, champions du passé, paladins de la mort, nobles fils des détracteurs féodaux, allez à la chevauchée. Votre cohorte se grossira sans doute de la milice des traitants, des exploités, des agioteurs et des spéculateurs qui dans leurs nobles séjours aimaient à balayer l'humanité comme vile poussière. Comme le taureau mort tressaille et fait un pas au contact de la pile électrique, nous aimerons à vous voir marcher encore sur vos béquilles ; nos oreilles jouissent par avance d'entendre le râle de la vieille société : car, messeigneurs de la noble roche et de l'agiot, vous n'en doutez plus, le terrible médecin, le peuple, a laissé tomber sur votre couche la sentence irrévocable, et plus d'un parmi vous a dû répéter à voix basse à son voisin le mot du trappiste : « Frère, il faut mourir ! »

Mourez donc, et que l'on vous enterre ! C'est vous qui l'aurez voulu, vous qui protestez de toutes vos forces contre l'établissement de l'unité sociale, vous qui repoussez le règne de la justice, vous qui prétendez emmailloter l'homme dans la misère et dans la faim, vous qui voulez vous faire un piédestal de vos semblables, comme Tamerlan, à Bagdad, édifiait des pyramides de crânes humains. Mourez, car vous êtes des impies, vous les élèves du féroce doctrinaire qui osa dire

un jour à la face de la France indignée : « Le travail est un frein. »

Qu'ai-je dit, mourir ? Non, tout renaît et se renouvelle dans la vie éternelle des êtres et des mondes. Vous n'avez pas même le droit d'accomplir votre suicide, que vous tentez par votre protestation ? Est-ce que le rayon s'insurge contre le soleil ? Est-ce que le fait d'une maison proteste contre les fondements ? Est-ce que la goutte d'eau se sépare de l'océan sans s'évaporer ? Efforts ridicules et insensés ! réaction de la bêtise, conjuration des folies. Vous essayez de prolonger votre existence de caste individuelle, isolée ; mais votre point d'appui, où le prendrez-vous ? Dans le vide ? La sève qui circulait dans vos veines, d'où vous viendra-t-elle, maintenant que le réceptacle de toute vie, le peuple, a reconquis ses imprescriptibles droits et prétend vivre par lui-même au lieu de se manifester par vous, parcelle de son être. Oh ! plutôt que de sonner le tocsin de la guerre civile et de tenter des réhabilitations impossibles, réfléchissez. Ne luttiez pas contre le torrent qui nous entraîne tous, ne posez pas des écluses à la démocratie : ce serait appeler un naufrage inévitable.

Tel est le conseil que nous donnerons à tous ceux qui font de la réaction et perdent leur temps et leur argent à correspondre avec Henri V. Quant à ce personnage, comme on nous assure que c'est un brave homme, assez ami du repos, nous croyons que la meilleure résolution qu'il puisse prendre est d'aller à Salome, par le premier bateau à vapeur venu, s'installer dans le jardin de Dioclétien. Il vaut mieux cultiver des laitues que des révolutions. Personne en France n'est d'humeur à endosser l'habit... dauphin et à épousseter la loque du marquis de Carabas, si ce n'est peut-être le P. Lacordaire, le citoyen Portets et le publiciste de la *Mode* qui répond au nom d'Alfred Nettement.

## CORRUPTION ÉLECTORALE.

On l'a dit avec raison, il n'y a rien ou presque rien de changé en France depuis la Révolution ; rien surtout dans les bureaux des administrations publiques, pas même l'esprit et les habitudes des employés du Gouvernement. Comme autrefois, ces employés, à qui la République a laissé le loisir de s'occuper d'autre chose que des affaires de leurs bureaux, se sont mis en campagne le premier et le second jour des élections ; comme autrefois, du bon temps de M. de Villèle et de M. Duchâtel, ils se sont tous érigés en courtiers électoraux et se sont acquittés de leurs fonctions officielles avec le même zèle, le même dévouement qu'ils mettaient jadis au service de leurs chers patrons. Vous pensez peut-être que ce dévouement a été utilisé par eux au profit des idées républicaines, au profit de la cause de la liberté et pour son triomphe ? Détrompez-vous. Tous ces hommes que la République salarie encore, qui se disent républicains, ont fait preuve de la plus rare intelligence pour donner et acquiescer des voix aux candidats qui seront le plus hostiles au progrès. Voyez comme ils ont manœuvré, surtout dans la banlieue, où presque tous ont leur domicile ? Avez-vous remarqué aux portes des sections des citoyens effarés, arrêtant l'un par l'habit, servant la main à un autre, arrachant à celui-ci le bulletin consciencieux qu'il allait jeter dans l'urne, forçant celui-là à inscrire les noms des républicains du lendemain à la place de ceux connus et éprouvés ; allant, venant de tous côtés, puis s'installant, se serrant autour du scrutin, sur le dos des scrutateurs afin de ne pas perdre de vue le plus chétif votant qui aurait pu échapper à leurs filets ? Eh bien ! tous ces courtiers électoraux ne sont autre chose que des employés, des bureaucrates. C'est ainsi qu'ils ont gagné leurs appointements dans les deux journées qui viennent de s'écouler !

La République, nous n'en doutons pas, fera justice de cette trahison.

Tout ce qui peut faciliter les fraudes électorales devrait être sévèrement interdit, car les élections sont le plus cher intérêt de la nation. Nous avons appris que des citoyens ont été admis à voter avec des listes imprimées ; cela n'est pas régulier, puis-



qu'il est délivré à chaque citoyen un bulletin de vote qu'il doit remplir. Il est trop facile à un parti faussaire de faire glisser dans l'urne un grand nombre de ces listes imprimées.

Les manœuvres criminelles des corrupteurs trahissent leur pensée. Ose-t-ils croire que le peuple français n'est pas mûr pour la République? Nous avons vu maintes listes imprimées donnant 34 noms et portant cet avis : « L'électeur pourra jeter cette liste dans l'urne; » ou : « On pourra rayer les noms qui ne conviendront pas. » D'autres, qui donnaient 40 noms, ajoutaient : « L'électeur devra rayer six noms seulement sur cette liste. » On nous en remet une à l'instant même portant 7 noms imprimés et comme imposés, et laissant au libre choix des électeurs les 27 autres candidats.

Nous verrions tout cela d'un œil de pitié si des citoyens trop confiants ne s'y laissaient prendre. L'impudence des réactionnaires va si loin qu'ils osent crier, eux, à la corruption en accusant les républicains!

Eh donc! messieurs, ne savez-vous pas que les républicains auraient tout à attendre de la sincérité des élections? Vous oubliez trop d'ailleurs que le peuple, qui est, lui, nécessairement républicain, châtia au jour venu les intrigants qui osent abuser de sa confiance.

Vous êtes, vous, les spéculateurs égoïstes de l'intrigue; nous sommes, nous, les spéculateurs désintéressés de la vérité.

Hier 25, à la première section du 5<sup>e</sup> arrondissement, école des filles, rue des Vinaigriers, j'ai été témoin, en déposant mon vote, du refus fait par le président de recevoir un bulletin imprimé. Dans un moment où la calomnie plane sur des noms honorables et dévoués au pays, il faut signaler cette mauvaise volonté, qui ne laisse pas au citoyen qui ne sait pas écrire le moyen de manifester son opinion, et rechercher la cause d'un semblable refus. N'est-ce pas pour lui écrire des noms plus en rapport avec les opinions des membres des bureaux électoraux? Je ne pense pas que les gens honorables qui y figuraient aient commis cet attentat; mais encore une fois pourquoi refuser un bulletin imprimé?

C'est donner prise à bien des interprétations.  
E. AYASSE.

Dans la garde républicaine, un grand nombre d'étrangers non naturalisés ont voté, entre lesquels on nous a déjà cité un Belge de la 2<sup>e</sup> compagnie, nommé Hémelin, et un Norvégien de la 5<sup>e</sup> compagnie.

Les manœuvres les plus incroyables ont été mises en usage; mais ce qui les couronne dignement, c'est qu'on a vu le citoyen Boissy, à Saint-Florent, rester plusieurs heures dehors, vis-à-vis la porte de la salle où l'on votait, et que là un de ses courtiers électoraux arrêta les citoyens, prenant connaissance de leurs bulletins et les échangeait si par malheur ils ne portaient pas le nom du citoyen Boissy. Il s'agissait là, comme on le voit, d'influencer, par la présence du marquis de Boissy, les électeurs qui passaient devant lui, afin de ne pas trouver de résistance pour le changement de noms et de savoir au juste quels sont les audacieux qui pourraient préférer un républicain au citoyen Boissy. Cette quête de votes au milieu d'une grande route, vis-à-vis la porte de la mairie, est quelque chose de si digne que nous en recommandons le procédé aux candidats à venir.

(Journal du Cher.)

#### AU CITOYEN GÉNÉRAL FABVIER.

C'est un devoir pour nous de remercier le général Fabvier des paroles honorables qu'il a trouvées dans son cœur pour défendre le citoyen Sobrier contre des ennemis intéressés à la calomnie, parce qu'entre eux et lui il y a un abîme, parce qu'ils savent qu'entre eux et lui il n'y a pas de transaction possible.

En son absence et sans le connaître, mû par un sentiment de justice et de haute probité, n'écoulant que son indignation, le général n'a pas voulu, dans un club où il se trouvait, qu'on dénaturât un caractère et les actes de toute une vie fermement dévouée au triomphe du principe républicain.

C'est le même sentiment de cœur qui anima le général quand il tenta de favoriser l'évasion des quatre jeunes sous-officiers de La Rochelle, — qui l'entraînait avec Armand Carrel, sous le drapeau tricolore, aux rives de la Bidassoa, — et qui le porta au secours des Hellènes.

C'est le même esprit de fraternité qui lui inspira, en 1820, ces nobles paroles devant le procureur général Peyronnet, depuis ministre : « Si j'étais appelé, avec des troupes sous mes ordres, pour dissiper un attroupement, j'emploierais tous les moyens possibles pour dissoudre les groupes, la douceur, la persuasion, la menace et même la force de mes bras; mais après avoir épuisé toutes ces voies, s'il fallait faire feu sur le peuple, je briserais mon épée et donnerais ma démission. »

Nous empruntons à la Cause du peuple, que publie George Sand, le passage suivant, qui va directement à l'adresse des gens effrayés et aussi de ceux qui cherchent à effrayer les autres.

« Ne dites donc pas : « L'Assemblée nationale viendra, et si vous ne respectez pas d'une manière absolue son principe de liberté absolue, vous serez forcés de commettre un crime contre elle » et par conséquent contre vous-mêmes. »

« Toute cette discussion est tirée des archives du passé. La chambre des députés a été violée le 24 février au nom du principe de la majorité contre la minorité. Si l'Assemblée du 3 mai se trouve être l'expression d'une majorité abusée, si elle est résolue à représenter encore les intérêts d'une minorité, cette assemblée ne régnera point; l'unanimité viendra casser les arrêts de la majorité. »

« Ne vous effrayez pas, ne faites pas semblant de vous évanouir; ne dites pas que nous en appelons à la guerre civile, et que, par d'odieuses provocations, le parti républicain réveille les souvenirs de fructidor. Généreux patriotes, gardiens scrupuleux de nos libertés, on vous connaît; daignez écouter jusqu'au bout. »

« Il n'y aura pas d'émeutes, le peuple n'en veut plus. Il n'y aura pas de conspirations, le peuple les déjoue. Il n'y aura pas de sang versé, le peuple en a horreur. Il n'y aura pas de menaces, le peuple n'a pas besoin d'en faire. Le peuple, entendez-vous, que vous insultez de vos terreurs et dont vous diriez volontiers, comme Louis-Philippe, les aimables faubourgs; le peuple, qui méprise votre haine, vos calomnies, vos intrigues et vos tentatives pour l'égaler, le peuple ne touchera pas à un cheveu de vos précieux mandataires. Il ne leur dira pas : *Mort aux bourgeois, à la lanterne* vous et les vôtres, comme vous avez voulu lui faire dire : *Mort aux socialistes, à la lanterne les plus hardis d'entre vous*. La minorité égarée peut pousser de pareils cris. Si vous étiez encore plus riches et plus habiles, vous pourriez peut-être produire une apparence de majorité pour allumer la guerre civile. Eh bien! la guerre civile ne vous obéirait pas; elle vous emporterait les premiers. »

GEORGE SAND.

On lit Dans le *Républicain des Campagnes*, publié par le citoyen E. Sué, les passages suivants :

« Je vous avais dit adieu, et pourtant je reviens à vous pour nous réjouir ensemble des derniers décrets de notre République et pour causer encore une fois des élections. Je vous expliquerai tout à l'heure pourquoi. »

« Quant aux décrets, je vous avais dit, n'est-ce pas, que tôt ou tard la République abolirait les impôts qui pèsent surtout sur le pauvre et sur la petite propriété, et imposerait davantage et progressivement les riches propriétaires. »

« Je vous avais dit qu'il était souverainement injuste qu'un poinçon de vin de notre vignoble, qui vaut de 50 à 40 fr., payât autant de droits qu'un poinçon de vin de Bourgogne ou de Bordeaux valant 500 fr. »

« Je vous avais dit qu'il était aussi bien injuste que la pauvre petite fenêtre d'une chaumière fût aussi chèrement imposée que la fenêtre d'une maison de luxe ou d'un château. »

« Je vous avais dit, enfin, que d'après les vrais principes républicains, un chacun, selon qu'il avait davantage de superflu, devait supporter d'autant plus l'impôt. »

« Avez-je tort, mes amis, de vous dire que nous ne pouvions avoir un gouvernement préférable à celui de la République? Depuis deux mois seulement qu'elle existe, et malgré des embarras, des peines, des difficultés, des dangers sans nombre, voyez pourtant ce qu'elle a déjà fait pour le peuple. »

Passant ensuite aux élections, le citoyen Eugène Sué termine ainsi :

« Savez-vous ce qui arriverait si vous n'envoyiez pas à l'Assemblée nationale de vrais et bons républicains? Tous les droits, tous les avantages que le Gouvernement provisoire de la République nous a donnés pourraient nous être peu à peu disputés ou retirés, toutes les magnifiques espérances que nous avons le droit de concevoir pour notre chère et belle France seraient détruites; en un mot, ceux qui n'aiment pas sincèrement, loyalement la République, s'ils étaient les plus nombreux à l'Assemblée, referaient, à peu de chose près, le *gouvernement des rois*, si désastreux pour le peuple. Cela s'appellerait peut-être toujours la République; mais il n'y aurait que le nom de changé, et les actes seraient les mêmes que sous LA ROYAUTE. »

« Voilà pourquoi il est si important de bien choisir vos représentants. »

« Adieu, mes amis. Soyez-en bien certains, que je sois ou non votre représentant, je défendrai, comme par le passé, les intérêts de ceux qui travaillent et qui souffrent; je les défendrai tant que leur sort ne sera pas aussi heureux qu'il doit l'être, au nom de la justice et de l'humanité. »

EUGÈNE SUÉ.

#### Évangile républicain.

Nous empruntons l'épître et l'évangile de

à un petit recueil publié l'an deuxième de la République française une et indivisible.

Nous comptons faire de nouveaux emprunts à ce livre, connu de fort peu de gens. Ce qui était bon à dire l'an deuxième de la République peut être bon à répéter en 1848.

#### SECONDE DÉCADE.

##### ÉPIQUE.

Discours d'un sans-culotte sur les rois.

Peuples qui voulez des rois, et vous nations qui n'osez secouer le joug de la tyrannie, connaissez-vous bien ceux que vous choisissez encore ou ceux dont vous redoutez la puissance? En un mot, connaissez-vous les rois? Non, car vous rougiriez de votre amour pour ces êtres-là; vous rougiriez de votre faiblesse volontaire. Il appartient au républicain de les démasquer.

Remontez à l'origine des rois... Qui les a faits? Le ciel, irrité de vous voir préférer à la liberté une servitude ignominieuse, les laissa échapper de sa main, comme un père qui châtiait un fils qui l'insultait... Qu'ont fait les rois lorsqu'ils ont été investis par vous-même d'une suprême autorité? Ils vous ont d'abord flattés pour la conserver, puis ils ont ordonné des impôts; ensuite ils ont suscité des guerres, ils vous ont armés les uns contre les autres, et votre sang a inondé de vastes contrées, parce qu'il plaisait à vos tyrans de faire égorger les peuples par les peuples afin que des millions de cadavres humains engraisassent une terre qui devait leur procurer une nourriture plus délicate! Heureux étiez-vous encore lorsque ces tyrans calculaient froidement le nombre de leurs sujets et trouvaient à propos de vendre tant d'esclaves pour un moment de repos! Quel repos?... Les vices dominaient alors dans les cours, comme ils le font encore; les grands s'y livraient à l'exemple du maître, et comme lui ils punissaient de mort le faible sujet qui voulait les imiter pour leur plaisir! Peuples! peuples! je n'ai fait qu'ébaucher le portrait des rois... Levez les yeux... placez votre main sur votre cœur... Si vous le sentez, vous pouvez être encore des hommes!

##### ÉVANGILE.

En ce temps-là un peuple libre défendait ses droits contre plusieurs nations d'esclaves. Or, le signe de ralliement du peuple libre était une cocarde tricolore, et les esclaves devenaient furieux quand ils apercevaient ce signe de liberté et de concorde, et comme on se livrait une bataille sanglante, dix esclaves tombèrent ensemble sur un sans-culotte déjà blessé grièvement et le firent prisonnier. Or ce prisonnier, se voyant dans les fers et se souvenant du serment qu'il avait fait de vivre libre ou de mourir, rassembla ses forces et se traîna jusqu'à la porte de sa prison. Et quand les esclaves vinrent lui apporter à manger, ils lui dirent : « Crie vivent les rois! » et l'homme libre répondit : « Vive la liberté! » En même temps il saisit le sabre d'un des soldats et le plongea dans le cœur de l'esclave qui les commandait. Il fut aussitôt massacré; mais il mourut libre.

#### ASSURANCES.

Au citoyen Sobrier.

Tu m'as demandé mon opinion sur le système actuel des assurances. Voici ce que je t'envoie. Je te donnerai successivement d'autres articles sur cette question.

L'assurance est un contrat d'après lequel, moyennant le paiement par l'assuré d'une certaine prime, l'assureur s'oblige à lui payer le montant de son dommage en cas de sinistre, c'est-à-dire en cas d'incendie, pour ne parler que des assurances terrestres.

Les primes demandées aux particuliers sont plus ou moins élevées selon que les compagnies d'assurances sont plus ou moins solvables. Une compagnie pauvre n'en exige que de faibles dans l'espoir d'augmenter sa clientèle; mais ses garanties sont illusoire, et un fort sinistre la renverserait. Les compagnies riches, au contraire, posent des conditions souvent exorbitantes, et encore leurs ressources ne sont-elles pas assez grandes pour leur permettre, sans imprudence, d'assurer dans son entier un établissement de quelque importance. Ainsi, sur une filature de un million, la Nationale, la Compagnie d'assurances générales couvriront chacune 200 à 250,000 francs au plus, et l'industriel sera obligé de recourir à d'autres compagnies moins solvables pour compléter son assurance, ce qui lui fera courir les chances les plus graves.

Ajoutons d'ailleurs que même la garantie vendue si chèrement par les bonnes compagnies devient, dans beaucoup de cas, illusoire, par suite de la rédaction vicieuse et compliquée de contrats auxquels la moindre infraction par l'assuré (et il en fait sans y songer) permet d'opposer à celui-ci la déchéance.

En résultat donc, l'assurance par les compagnies, bien que très-onéreuse pour les particuliers, demeure convaincue d'insuffisance et ne produit souvent que déception cruelle au moment où l'on espérait en recueillir le bienfait.

Aux inconvénients d'un tel état de choses, on n'a trouvé de remède que dans l'adoption d'une mesure unique, l'appropriation des assurances par

D'abord, il semble que jamais cela n'aurait dû être autrement. L'Etat est le tuteur naturel des particuliers, c'est lui qui pourvoit à la défense générale, à l'entretien de la chose publique, à la sûreté, à la sauvegarde des propriétés; or, n'est-ce pas laisser incomplète son œuvre de garantisme et de conservation générale que d'abandonner les assurances à des sociétés commerciales?

L'assurance est un devoir, une charge naturelle de l'Etat vis-à-vis des particuliers.

Maintenant, le public gagnerait, à l'assurance par l'Etat, ce celui-ci bénéficierait, dans l'intérêt commun, de ce qui enrichit aujourd'hui les compagnies. Il obtiendrait des résultats financiers bien plus considérables encore si, basant sur ce principe de l'assurance un impôt modéré qui sera parfaitement vu et accueilli de tout le monde, il atteignait toute la propriété, dont un cinquième à peine est assuré aujourd'hui. Avec le produit des assurances, on estime qu'il pourrait dégrever entièrement l'impôt sur le sel.

Le bénéfice de l'Etat s'augmenterait encore de l'économie qu'il ferait sur les frais de toutes sortes. Les compagnies, pour s'arracher les assurances, pour leur correspondance, leur comptabilité particulière, sont obligées d'entretenir chacune un personnel considérable et fort coûteux. L'Etat, lui, n'aurait qu'à ajouter à la cote de chaque contribuable un certain nombre de centimes additionnels pour l'assurance, et tout serait dit. Qu'on juge de l'économie.

Autre avantage encore des assurances par l'Etat, celui d'asseoir d'une manière bien plus certaine qu'ils ne le sont les autres impôts directs. Aujourd'hui le propriétaire fait tout son possible pour déguiser, pour amoindrir aux yeux du fisc la valeur de son immeuble; mais aussitôt que l'Etat sera devenu assureur, le propriétaire, pour être dédommagé d'une manière bien complète en cas de sinistre, n'hésitera plus à déclarer la valeur réelle de son bien et à en payer l'impôt. L'assurance sera donc le meilleur contrôle de la valeur.

En voilà assez pour établir l'excellence de la mesure en ce qui concerne l'Etat.

Quant aux assurés, deux mots, suffisent pour prouver qu'ils devront également gagner à l'appropriation des assurances par l'Etat.

L'Etat peut seul établir une équitable proportion de charges et concilier les nécessités financières avec le devoir de n'imposer les particuliers que le moins possible.

Ensuite pour les indemnités en cas de sinistre, dans l'Etat seul existent la solvabilité, les ressources suffisantes pour faire face aux plus grands sinistres. Une compagnie qui perd un million est ruinée. Qu'est-ce qu'un million pour l'Etat?

Nous engageons donc le Gouvernement à faire étudier avec soin la question de la substitution de l'Etat aux compagnies d'assurances.

#### Au journal le Siècle.

Citoyen rédacteur,

Dans votre numéro du 25 avril, vous attaquez avec violence le Comité révolutionnaire, composé des délégués des clubs, des corporations d'ouvriers, de la garde nationale mobile et de l'armée. Le Comité ne s'en étonne nullement; il s'attendait à peu de ménagements de la part de vos patrons, ex-membres de l'ex-chambre des députés, de la part de votre rédacteur en chef, leur collègue et leur ami, qui tous n'ont osé, sous le régime déchu, suivre l'exemple donné par le publiciste du journal la Presse.

Révoltez-vous contre la souveraineté du peuple si vous rêvez encore un pouvoir dont vous convoitez les portefeuilles, libre à vous; mais le Comité révolutionnaire ne reconnaît que le peuple : il respecte sa souveraineté, il ira dans les rangs du peuple combattre ceux qui oseraient y porter atteinte.

A l'occasion de la liste publiée, vous prononcez le mot d'exclusion. Le Comité révolutionnaire n'exclura jamais que les faux républicains, que ceux qui regardent la République nouvelle comme une transition à un ordre de choses que le peuple répudie, qu'il a renversé et qu'il renverserait encore.

Vous paraissiez surpris que tous les noms des membres du Gouvernement provisoire n'aient pas été portés sur la liste votée par les délégués des clubs, des corporations, de la garde nationale mobile et de l'armée. Dans la liste votée, quatre places étaient réservées aux membres du Gouvernement provisoire; la majorité les a désignés.

Vous semblez méconnaître le caractère du Comité révolutionnaire. Sa politique, sa ligne de conduite, les voici :

Les membres du Comité révolutionnaire, organes des clubs, des corporations d'ouvriers, de la garde mobile et de l'armée, déclarent : qu'ils donneront toujours, comme ils ont toujours donné, des preuves de leur sympathique dévouement au Gouvernement provisoire; ils ne feront appel à la force, à la puissance du peuple, que si les partis qui cherchent aujourd'hui à surprendre sa religion osaient conspirer ouvertement contre sa souveraineté.

Une mesure a été prise par les commissaires du Gouvernement, qui a rendu obligatoire, mais seu-



Nous, ministre de l'intérieur,  
Voulant assurer pour l'avenir la répartition la plus équitable des encouragements accordés aux éditeurs d'ouvrages qui intéressent les lettres et les arts, et désirant en même temps donner aux écrivains et aux artistes un témoignage public de sollicitude,

Arrêtons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les souscriptions aux ouvrages de littérature, d'art, etc., sont attribuées à la direction de la librairie et des théâtres.

Art. 2. Il sera créé près la direction de la librairie un jury d'examen qui nous désignera, parmi les ouvrages proposés par les éditeurs et auteurs, ceux auxquels il sera utile de souscrire dans la limite du crédit affecté aux souscriptions.

Art. 3. Ce jury sera composé ainsi qu'il suit :

Le directeur de la librairie, président ;

Deux artistes peintres, sculpteurs, etc., et deux hommes de lettres nommés par le ministre ;

Deux artistes et deux hommes de lettres choisis par les artistes et les hommes de lettres ;

Les fonctions des membres du jury seront purement gratuites.

Art. 4. Le jury sera renouvelé tous les ans.

Art. 5. Le directeur de la librairie pourra se faire remplacer par le chef du bureau de la librairie.

LEDRU-ROLLIN.

Par décret en date de ce jour, il a été ouvert un crédit de 29,000 fr. pour les travaux nécessaires pour la sépulture définitive des combattants de Février sous la colonne de Juillet.

#### DONS PATRIOTIQUES.

Le concert national, donné le 41 mars dernier au profit des victimes de février par la société des artistes réunis, a produit une somme de 473 fr. 33 c, qui a été versée à la mairie de Dijon, où une souscription est ouverte au profit de ces victimes. (Spectateur de Dijon.)

— On lit dans le *Vrai Républicain du Tarn* :

« Nous nous empressons de faire connaître un acte de patriotisme de MM. les officiers du 4<sup>e</sup> escadron du train d'artillerie en garnison à Albi. Ils ont fait l'abandon spontané en faveur de la République d'une journée de solde par mois, jusqu'à ce que la situation financière du pays se soit améliorée. »

— Un certain nombre d'employés de l'octroi de Marseille, faisant partie du cercle des Régénérés, ont fait entre eux une collecte à titre de don patriotique, et en ont déposé le montant (32 fr. 25) entre les mains du commissaire du Gouvernement provisoire. (Le *Garde national de Marseille*.)

— Parmi les dons patriotiques qui arrivent de toutes parts au trésor de l'État pour l'aider à sortir des rudes épreuves de la situation, nous en distinguons un qui mérite une mention spéciale. Ce don a été offert par un simple brigadier de gendarmerie au commissaire du Gouvernement provisoire dans le département de la Vienne.

Voici la lettre qui accompagnait cette offrande et que nous empruntons au *Journal de la Gendarmerie* ; nous ne pourrions rien dire qui n'affaiblît les termes si simples et si nobles de cette lettre :

« Au citoyen commissaire, préfet à Poitiers.

« Citoyen commissaire,

« La République, telle que l'entendent les hommes de cœur qui la gouvernent en ce moment, doit faire le bonheur du monde et régénérer l'humanité tout entière.

« Elle a besoin, aujourd'hui comme hier, du courage, du dévouement, de l'intelligence et surtout de l'abnégation de tous les enfants de la France qui ont adopté franchement sa devise : *Liberté, Égalité, Fraternité*. Cette devise vient de Dieu, comme la morale du Christ, car elle résume en trois mots l'idéal du bonheur humain.

« Voulez-vous participer selon la mesure de mes ressources et de mes forces au triomphe définitif de cette grande et noble cause, je vous adresse, citoyen commissaire, un mandat de 100 fr. payables au porteur. C'est une offrande que je fais à mon pays ; ne la dédaignez pas, quelque faible qu'elle soit, car c'est le fruit de mes économies. Cette somme est immense pour moi ; c'est bien, je vous assure, le denier de la veuve.

« Plus tard, si l'indépendance de mon pays était menacée, je lui donnerais la dernière goutte de mon sang comme je lui donne ma dernière obole.

« Vous comprendrez mieux qu'un autre, citoyen commissaire, les raisons qui m'obligent à rester inconnu. Ma religion politique est pour moi une affaire de cœur et pas autre chose. Aimons-nous les uns les autres. »

#### Compte rendu des Clubs.

##### COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

On nous adresse la lettre suivante :

Paris, 26 avril.

« Citoyen rédacteur,

« On a oublié de signer la note que nous vous

lement dans la circonscription du département, les billets des diverses banques de province. Pour que cette mesure fût utile et non préjudiciable aux intérêts du commerce, elle aurait dû, à notre avis, être généralisée.

De cette façon, le numéraire que la malveillance a retiré de la circulation aurait été moins rare dans les grands centres, où le commerce est le plus, aux abois.

Nous nous expliquons : tel négociant, par exemple, qui, par suite de la mesure qui fait l'objet de notre réclamation, s'est vu forcé d'accepter en paiement, soit à Nantes, soit à Marseille, des billets des banques particulières de ces deux villes est obligé de garder en portefeuille à Paris des valeurs considérables, sans pouvoir même faire honneur à ses engagements.

Quand nous disons que les vrais républicains sont nécessairement socialistes, c'est-à-dire qu'ils reconnaissent la nécessité d'organiser la société en dehors de tout système préétabli, de toute école exclusive, selon les lois de la justice et de la raison. La réaction, dans son jésuitisme, essaie de nous frapper du mot de *communistes*. Eh bien, Lamartine aussi est socialiste et ne peut pas être autre chose ; il vient de le prouver nouvellement encore.

Les économistes politiques de l'ancien régime s'étant présentés à lui pour solliciter une chaire d'économie politique au collège de France, le ministre leur a répondu :

« Messieurs, vous avez travaillé jusqu'ici pour des intérêts individuels ; travaillez aujourd'hui dans l'intérêt des masses : il y a un grand problème à résoudre pour elles ! »

Avons-nous jamais parlé différemment ?

#### DE L'ALGÉRIE.

Actuellement l'Algérie est une plaie, tandis qu'on peut en faire un moyen de salut pour la France.

Son territoire si fertile et dépeuplé offre aux travailleurs des ressources qui manquent en France.

Trois forces peuvent être employées à la colonisation : l'État, les capitaux, les bras. Chacune d'elles isolément ne peut rien. En effet :

La colonisation aux frais de l'État exigerait des milliards. — Impossible.

On l'essaye à présent par des concessions de terres nues et en friche aux capitalistes et aux travailleurs.

Les travailleurs, faute d'argent pour bâtir une maison, acheter les outils, les bestiaux, le mobilier et surtout vivre en attendant les récoltes, succombent !

Les capitalistes, grevés du triple débours des constructions, du défrichement et de l'exploitation, sont écrasés par le salaire. Ils se ruinent ou agitent !

Le salaire à son tour ne fait qu'une condition misérable à l'ouvrier, et encore n'en trouve-t-il pas toujours.

Tous échouent.

Ajoutez que le spectacle de la détresse des travailleurs, de la ruine des capitalistes, éloigne de l'Algérie les hommes de bonne volonté. — Et l'État se trouve ainsi dépenser en pure perte des sommes énormes !

Réunissons donc trois forces impuissantes séparément : celle

De l'État, pour encourager, aider les ouvriers, les capitalistes ;

Des capitaux, pour frayer un chemin à l'installation des travailleurs ;

Des travailleurs, pour fournir la main-d'œuvre.

L'association particulière entre les capitaux et les bras sera temporaire ou durable, selon les goûts. On peut la combiner de manière à donner des profits majeurs à chaque intérêt.

On démontrera par des faits et des chiffres les modes divers, la praticabilité et les avantages de cette association.

But. — Pouvoir placer promptement en Algérie et y faire prospérer le plus grand nombre possible non-seulement de cultivateurs, mais aussi d'ouvriers d'arts et d'industriels innombrables, qui aident l'agriculture et en vivent à leur tour ; préparer la diminution de l'armée par le peuplement ; enrichir le trésor par la création d'une matière imposable ; mettre fin aux embarras que la situation actuelle de l'Algérie cause à l'État.

Moyens. — Le Gouvernement, qui fait les concessions de terres, est le maître de ne les accorder qu'aux conditions jugées de salut public.

Il faut de l'argent, et des capitalistes, auxquels le système ci-dessus fut expliqué dans ses détails, offrent inutilement de l'exécuter.

Parmi les capitaux qui ont si sottement peur, plusieurs se porteraient en Algérie, la considérant comme lieu sûr. Ce serait une manière de les faire contribuer à l'établissement des ouvriers. Tirons parti même de la peur.

L'administration doit considérer la prospérité des travailleurs comme une œuvre à la fois humanitaire et gouvernementale, et, au lieu de l'indifférence du laissez-faire, leur donner toute l'assistance imaginable. Exemples :

Ce qui éloigne et les ouvriers et les capitaux, c'est l'ignorance profonde où est le public sur la possibilité et les moyens d'utiliser le travail et l'ar-

gent en Algérie. — C'est au Gouvernement de rechercher tous les renseignements que les travailleurs et les capitalistes ont besoin de connaître pour prendre un parti, et de donner à ces renseignements la plus vaste et la plus réelle publicité. C'est au Gouvernement de fonder une instruction pratique et locale et d'en publier les résultats.

Faute de se connaître, d'excellents travailleurs, des capitalistes bien intentionnés se recherchent mutuellement sans se trouver, s'abstiennent et laissent le champ libre aux faîneants et aux agitateurs. — C'est au Gouvernement de s'entremettre pour faciliter leur rapprochement et leurs conventions dans un intérêt commun. Ceci est capital.

Une des grandes difficultés est la dureté d'un sol non fouillé depuis des siècles. De longues années s'écouleront avant que le cultivateur ait défriché à force de bras. — Le Gouvernement peut permettre aux soldats de fournir pour ces défrichements une main-d'œuvre économique, convenue de gré à gré. — Mais un moyen plus décisif serait d'expérimenter de suite une machine à vapeur pour défricher, inventée par le docteur Barral, que j'ai vue fonctionner, qui vaut deux ou trois cents bras et qui ferait gagner un temps précieux. La famille installée sur deux ou trois hectares profondément défrichés s'enrichirait, grâce à la variété et à la richesse des produits algériens ; tandis qu'elle périclète de misère sur les dix hectares en friche qu'on lui donne.

Obstacle. — La colonisation, à présent du moins, ne peut se faire utilement que sur le littoral, entre autres raisons parce que c'est dans nos ports que se font tous les approvisionnements dont le transport à grandes distances en doublerait le prix par sa difficulté et sa cherté, ce qui ruinerait les établissements lointains.

Or, la presque totalité des terres colonisables du littoral a été accaparée par des agitateurs qui ont acheté au hasard et à vil prix des terres qu'ils ne pouvaient pas même voir, en vertu de simples actes de notoriété sans aucune force probante et le plus souvent fabriqués pour le besoin de l'affaire. Ces agitateurs, qui ne veulent que trafiquer de leurs titres véreux, maintiennent le sol à l'état de friche, empêchent par là le peuplement et le travail, et perpétuent la stérilité des sacrifices de l'État.

Coupez court à cet agiotage en reconnaissant comme propriétaire l'usurpateur lui-même, pourvu qu'il consente à cultiver mais sérieusement, et en retirant les terres à ceux qui s'obstinent à les laisser incultes et désertes.

Il n'y a ci-dessus que des assertions sans preuves, que des indications sans éclaircissements ; il y a de grandes lacunes.

Si le but indiqué est jugé salutaire, tout sera expliqué, démontré, et un travail complet sera fourni. (Communiqué.)

On nous affirme que le général Duvivier présente le lieutenant-colonel Chabor, employé au château, pour remplacer le citoyen de Vaudrinsey en qualité de major de place. — Si le fait est vrai, nous demanderons au général Duvivier si nous avons fait oui ou non la Révolution de Février, et si nous croit si peu soucieux de notre avenir que nous veuillons de nouveau voir tous les emplois occupés par les favoris de l'ancienne cour.

#### ENCORE MONTMARTRE.

Le citoyen Biron, employé supérieur à la direction des postes, ancien maire de Montmartre, et à ce dernier titre chef responsable de toute l'administration qu'il a dirigée au point de vue politique on sait comment, n'a pas seulement à sa charge la noyade des poudres, ce qui pourtant suffirait à la gloire d'un satisfait extra-muros. A chacun son lot et celui-ci lui est tout personnel. Une plus grande responsabilité pèse sur lui, c'est :

Le déficit dans sa caisse administrative ; le déficit dans la caisse officielle de l'épargne du pauvre, etc. Ainsi, grâce à la vigilance de ce fonctionnaire municipal, il est survenu assez de méfaits pour que :

Le secrétaire Chevalier soit arrêté ;  
Le sieur Binet, sous-secrétaire, en fuite ;  
Le concierge du cimetière, destitué.

#### FÊTE AU CHAMP-DE-MARS.

La France entière viendra dans le Champ-de-Mars s'asseoir au banquet de la République. Les travailleurs, la garde nationale et l'armée, représentés par cent mille délégués ; les envoyés des départements, convoqués par le Gouvernement provisoire, fraterniseront et jureront de défendre la patrie contre l'ennemi du dehors ou du dedans et de mourir pour elle.

Le Gouvernement veut donner à cette fête de fédération un immense éclat. Au premier rang figureront l'Agriculture et l'Industrie. La première sera représentée par un char attelé de quatre paires de bœufs ayant les cornes dorées et ornées de banderoles. Le char, d'une forme simple et rustique, portera trois arbres : un chêne, un laurier, un olivier, symboles de force, d'honneur et d'abondance, puis une charrette au milieu d'un groupe d'épis, de fruits et de fleurs. Autour de ce char, un chœur composé de jeunes filles, élèves du Conservatoire

de musique, chantera des hymnes patriotiques ; derrière le char, les orphéonistes alterneront les chants.

Sur la ligne des boulevards, de distance en distance, depuis la colonne de Juillet jusqu'à la Madeleine, seront trente-deux édifices légers sur lesquels on aura placé à l'avance les objets remarquables des différents produits de l'industrie. Chacun de ces reposoirs, entouré de jeunes filles, servira de lieu de réunion aux délégués des corps d'état désignés par le sort pour transporter les produits des diverses industries au Champ-de-Mars. Ces reposoirs sont destinés à recevoir des brancards sur lesquels seront placés ces produits ; de chaque brancard tomberont des rubans et des cordons, lesquels seront tenus par ces jeunes filles, prises dans la classe ouvrière et dont le nombre sera de cinq cents environ. L'étendard de la corporation marchera en tête.

Arrivées au Champ-de-Mars, les jeunes filles prendront place sur une estrade capable de contenir cinq mille personnes, dressée derrière les membres du Gouvernement provisoire. Elles occuperont les premiers rangs et prendront part au diner. Immédiatement après elles viendront les dames qui désireront assister à cette fête. Des billets seront mis à leur disposition pour un prix que l'on fera connaître ultérieurement, ainsi que le nom des dames chargées de la distribution. Le produit de cette location sera échangé contre cinq cents livres de la caisse d'épargne, lesquels seront distribués aux jeunes filles qui auront pris place sur l'estrade.

Chaque corporation devra donc se réunir immédiatement et séparément pour y être représentée. Tous les renseignements à cet égard seront donnés par M. Léon Feuchères, un des architectes, demeurant rue Larochehoucault, 15, qui conviendra avec eux de la forme à donner aux brancards et aux décorations des étendards. Chaque corps d'état devra fournir le sien, sur un modèle convenu avec l'architecte. Malgré cette légère dépense, nul doute que chacun d'eux ne s'empresse d'apporter son concours et ne rivalise de zèle afin que la patrie puisse être fière de leurs œuvres. Le Gouvernement a voulu que la France entière puisse juger en un jour combien son industrie est belle et grande, honorer le travail de ses enfants et prendre date de ce jour pour montrer au monde quels riches matériaux la République possède pour placer la France, avec le concours des idées démocratiques, à la tête de l'univers industriel.

#### Actes officiels.

##### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Sur le rapport du ministre des finances,

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera établi par les soins du ministre des finances, pour être soumis ultérieurement à la sanction de l'Assemblée nationale, un bilan général de l'actif et du passif formant le point de départ financier de la République française.

Tous les termes de ce bilan général seront arrêtés à la date du 24 février dernier.

Art. 2. Le ministre des finances et les ministres des divers départements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait en conseil de Gouvernement.

Paris, 25 avril 1846.

Les membres du Gouvernement provisoire.

##### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que les rassemblements d'Allemands formés dans les départements de l'est s'organisent et s'arment malgré les prescriptions contraires de l'autorité ;

Considérant que ces rassemblements d'étrangers sur un seul point sont une charge pour les populations de ces départements ;

Considérant que les gouvernements d'Allemagne ont rouvert leurs frontières à leurs nationaux, qui peuvent y rentrer individuellement et sans armes ;

Considérant que ces rassemblements sont un objet d'alarmes et un prétexte d'armement pour les États voisins de la France, et un sujet de malentendu entre l'Allemagne et la République ;

Considérant enfin que la paix existe et doit se resserrer entre les États de la confédération germanique et la République, et qu'il ne peut dépendre de la volonté de quelques étrangers armés de dénaturer les sentiments de la France républicaine envers l'Allemagne,

Décrète :

Les rassemblements d'Allemands dans les départements de l'est seront dissous.

Les ministres des affaires étrangères, de l'intérieur et de la guerre sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 19 avril 1846.

Les membres du Gouvernement provisoire.



avons fait passer ce matin; veuillez donc mettre après cette note :

« Les membres du bureau et de la commission : A. Huber, président du Comité; Louis Deplanque, vice-président; Longepied, président de la Commission; A. Barbès, Cahaigne, Chavant, C. Danse, A. Delaire, Deleau, Hipp. Gadon, Laugier, Lebreton, Ch. Thiele.

Salut et fraternité.

Louis Deplanque, vice-président.

#### CLUB RÉVOLUTIONNAIRE ET SOCIALISTE DU RHONE.

##### Protestation.

Le Club révolutionnaire et socialiste du Rhône a vu avec surprise la fausse interprétation donnée par une affiche à la délibération prise dans sa séance du 15 avril. Il s'inscrit en faux contre les termes de cette affiche et proteste contre l'esprit qui l'a dictée.

Le Club du Rhône n'avait, dans le débat soulevé contre le citoyen de la Moskowa, à remplir qu'un rôle de juge. Au moment où toutes les ambitions se ruent sur la porte de l'Assemblée nationale, son devoir était de porter la lumière partout où la fraude était signalée. La séance du 15 avril n'a rien préjugé; elle a rectifié une insertion dans un journal et ajourné le débat entre l'accusation et la défense. Mais il proteste hautement contre l'appui qu'on lui fait donner, à son insu, à une candidature qu'il eût énergiquement repoussée.

Pour les membres du club,

Desavenière, président.

Léon Favre, secrétaire.

#### CLUB RÉPUBLICAIN POUR LA LIBERTÉ DES ÉLECTIONS.

Séance du mardi 25 avril. — M. de Lavalette, rédacteur en chef de l'Assemblée nationale et secrétaire général du club, demande la parole.

Il entretient l'auditoire de ses démêlés avec la Commune de Paris.

Un membre se lève et déclare qu'il faut passer à l'ordre du jour.

Un autre membre vient formuler une accusation contre ce qu'il appelle l'arsenal de la rue de Rivoli. Il assure que trois voitures d'armes ont été introduites la nuit; qu'il est allé faire son rapport au ministère des affaires étrangères, et que le secrétaire général du ministère lui a répondu qu'on ne voulait, avant la Constituante, sévir contre qui que ce soit.

Le citoyen L. Béthune, ex-rédacteur en chef du Patriote de 1850, déclare qu'il s'est rendu le jour même dans les bureaux de la Commune de Paris, qu'il en est sorti librement, et que les faits qu'on allègue sont faux. Interrompus violemment par ceux qui avaient écouté l'attaque, la parole lui est retirée par le club. Il proteste énergiquement. C'est un premier attentat à la liberté de discussion.

Le citoyen Mangeot vient attester qu'allant rendre une visite au citoyen Cahaigne, il a été retenu prisonnier pendant deux heures, et qu'il n'a pu sortir qu'avec une carte revêtue de deux cachets. Il signe sa déclaration.

Le citoyen L. Béthune remonte à la tribune et soutient qu'il est sorti librement.

Le club vote une adresse au Gouvernement provisoire.

La séance est levée.

A la sortie du club, des conversations s'engagent sur cet incident.

Nous nous abstenons de toute réflexion.

#### CLUB DE L'ÉGALITÉ ET DE LA FRATERNITÉ.

Séance du 25 avril. — Le procès-verbal est lu et adopté.

Le citoyen Sergent a la parole. « Au moment, dit-il, où la réaction lève audacieusement la tête, au moment où elle proclame dans ses journaux la guerre civile, les sociétés populaires ont une grande mission, celle de veiller au salut de la République et de réprimer vigoureusement toute tentative réactionnaire. Je demande donc que le club de l'Égalité et de la Fraternité adopte une organisation puissante qui lui permette de repousser, dans la mesure de ses forces, tous les ennemis de notre jeune République. Il faut encore que le bureau soit nombreux, pour suppléer à toutes les éventualités, et puisse par ses convictions politiques. Le club s'organisera donc immédiatement par sections de vingt membres, commandées chacune par un chef et un sous-chef. Le club adoptera un brassard pour les occasions où sa présence dans la rue sera nécessaire. »

Cette proposition est votée par acclamations.

Sont nommés membres du bureau : les citoyens Mangin, président; Duquenoy, Monin, Fleurent, Mercier, vice-présidents; Alfred Monbrial, secrétaire général; Malassis, secrétaire-archiviste; Mahy, Portré, secrétaires-adjoints.

Le citoyen Alfred Monbrial signale tous ces articles de journaux qui accusent la mairie du 12<sup>e</sup> arrondissement d'une impéritie et d'un désordre effrayant; mais il fait remarquer que toutes ces réclamations n'ont été accueillies que par des journaux douteux, et que tous ces cris, toutes ces protestations signées de noms inconnus, pourraient

bien n'être que la haine que l'on porte à une administration franchement républicaine. Il reconnaît cependant que la mairie a motivé une partie de ces plaintes par une trop grande négligence dans certaines parties du service, par l'ignorance et la légèreté de la plupart de ses employés, et il espère que le citoyen Gornet remédiera promptement à toutes ces irrégularités inséparables d'une nouvelle organisation. Les listes électorales surtout auraient dû être imprimées et affichées.

Le secrétaire, A. MONBRIAL.

#### CLUB DÉMOCRATIQUE DE L'UNION DE TOUS LES ESPAGNOLS.

On invite tous les Espagnols à se réunir dimanche 30 avril, rue Saint-Germain-l'Auxerrois, 11.

Les Espagnols demeurant en province, qui voudront s'instruire de l'objet de cette réunion, s'adresseront à M. Albert, rue des Lyonnais, 3. (Affranchir.)

##### AVIS.

Les détenus politiques se réuniront vendredi 28 avril, à 11 heures précises, chapelle Saint-Hyacinthe, à l'Assomption, rue Saint-Honoré.

— Les séances du club du Progrès, interrompues pendant les élections, reprendront leur cours à dater du 27 avril.

Salut et fraternité.

Le président, ELBEL.

Jeudi dernier, à 8 heures du soir, les citoyens Félix Pyat et Duplan, commissaires du Gouvernement et candidats à la députation du Cher, faisaient leur entrée au Comité républicain, où 1,300 électeurs les y attendaient déjà.

Aussitôt, les cris de : *Vive la République! Vive Pyat! vive Duplan! vivent nos commissaires!* se succèdent sans interruption. Le président parvient avec peine à calmer cette noble manifestation, à laquelle il s'associe lui-même.

Le langage fleuri et sévère, du citoyen Pyat produit la plus nerveuse impression. Les braves l'interrompent presque à chaque phrase. — Nous regrettons bien vivement de ne pouvoir le suivre dans toutes les parties de sa brillante improvisation.

Le citoyen Paul Levallois adresse au candidat une interpellation à peu près en ce sens :

— Citoyen, un bruit malveillant court dans la ville et dans nos campagnes : on dit (je sais le contraire) que vous êtes communiste...

— Citoyen, je ne suis point communiste! Je ne suis point communiste, parce que je suis républicain! Le communisme est tout l'opposé du républicanisme. — Tout le monde applaudit, et les cris de *Vive Pyat!* se mêlent à ceux de *Vive la bonne République!*

En terminant, le citoyen Pyat recommande aux électeurs la candidature du vieux républicain Viguié, son ami, archangeur à Bourges.

Le citoyen Duplan, dans une improvisation où respire un pur républicanisme, captive l'attention de l'assemblée; souvent il est interrompu par les braves et par : *Vive Duplan!*

La *Marseillaise* et le *chœur des Girondins*, entonnés avec enthousiasme par tous les assistants, terminent cette séance.

Espérons que les citoyens Pyat et Duplan se rappelleront longtemps la franche ovation de Saint-Amand. (Extrait de l'Echo du Cher.)

#### Étranger.

##### ITALIE.

Le décret qui prononce la déchéance du roi de Naples et de toute sa race a été accueilli à Palerme par les cris d'enthousiasme du peuple. Toutes les statues des Bourbons ont été renversées de leurs piédestaux. On a commencé par celle de Philippe V. La foule n'a respecté que la statue de Charles II, qui avait été juste et bienveillant.

— Le vaisseau de guerre français le *Friedland* était le 18 avril dans les eaux de la Spezia, portant le pavillon de l'amiral Baudin.

— Il paraîtrait que le roi Charles-Albert s'est arrêté dans sa marche au delà du Mincio, avec la pensée de faire ses conditions avant d'aller plus loin. Il a déclaré que Venise s'étant constituée en République, il ne pouvait entrer sur son territoire ni intervenir dans sa cause au nom de l'unité italienne. Nous attendons avec impatience des explications ultérieures à ce sujet.

— Le siège de Peschiera continue. D'après l'Opinion de Turin, la garnison de Peschiera est actuellement de deux mille hommes, et elle possède une nombreuse artillerie.

Du côté des Piémontais, les batteries destinées à ouvrir la brèche sont rassemblées. La batterie de gauche, commandée par le duc de Savoie, est placée à un quart de portée de l'enceinte, et les artilleurs n'attendent que l'ordre de commencer le feu.

— Lord Minto a quitté Rome. Le bombardement de Messine a recommencé avec acharnement.

##### ALLEMAGNE.

Rendzboung, 21 avril. — Hier, l'ordre est arrivé pour les troupes prussiennes de se mettre en marche. Le prince Frédéric d'Augustenbourg est reparti aujourd'hui pour l'armée.

Les Danois ont occupé Husum.

Aujourd'hui, avant midi, il y a eu un combat d'avant-postes près d'Altenhorf; un corps de 1,300 Danois, arrivé d'Eckernförde et appuyé par de l'artillerie, a attaqué le corps de 4 à 500 hommes commandé par le major de Reichenbuch. Nous avons remporté la victoire. Une charge à la baïonnette a mis l'ennemi en fuite; mais il a été impossible de le poursuivre. Nous manquons de troupes de ligne et de canons. Nous avons eu onze hommes tués et une vingtaine de blessés. La perte des Danois est du double.

##### PRUSSE.

Berlin, 20-22 avril. — La démonstration en faveur de l'élection directe proposée par les radicaux n'a pas eu lieu, le ministère ayant déclaré être toujours prêt à recevoir des pétitions, mais désapprouver et interdire la forme insolite et menaçante qui devait dominer l'acte médité par les radicaux. Vers midi, de fortes patrouilles de la garde bourgeoise ont traversé les rues qui avoisinent la place du Château, et cette place a été occupée par un détachement de la même garde. Des cartouches lui avaient été distribuées hier soir. On se préparait à une lutte; elle n'a pas éclaté. A une heure, les membres du comité, ainsi que les adhérents du club politique, sont arrivés au nombre de trente à la place d'Alexandre. Vers deux heures, deux à trois cents ouvriers ont paru à leur tour. Des groupes se sont formés. Les membres du comité ont dit à la foule que l'on avait menacé de faire tirer sur le cortège si celui-ci se formait et si après les sommations légales il ne se dispersait pas; que le comité voulait éviter l'effusion du sang, qu'en conséquence il renonçait à la démonstration projetée, tout en invitant les ouvriers à se rendre à la place des exercices militaires, hors la porte de Schœnhaus, pour y délibérer. Cinquante à cent ouvriers ont été fidèles au nouveau rendez-vous. Quelques personnes, attirées par la curiosité, ont dû rentrer en ville après avoir vainement attendu les discours promis. Le lendemain, 21, M. Schœffel a été arrêté. Le président du comité d'élection radicale avait été déjà mis en état d'arrestation. (Indépendance belge.)

##### Faits divers.

On lit dans le *Moniteur* :

« Un journal de Paris ouvre ses colonnes aux insinuations les plus perfides à propos d'un prétendu enlèvement d'urnes ou boîtes électorales qui auraient été transportées dans la nuit du dimanche au lundi à l'hôtel du ministère de l'Intérieur. »

« Les assertions que le journal dont il s'agit affecte de voiler sous une forme interrogative trop transparente pour ne pas trahir sa véritable pensée constituent une calomnie aussi absurde qu'odieuse; nous ajouterons que, dans l'espèce et au moment où nous sommes, elles deviennent un acte de mauvais citoyen. »

— Avant-hier, dans l'après-midi, un habitant de la banlieue revenait de Passy et traversait le bois de Boulogne quand, après avoir dépassé le mur d'enceinte, sur le territoire d'Auteuil, il aperçut trois hommes arrêtés sur le côté opposé à celui qu'il suivait. Lorsqu'il fut près d'eux, ils s'avancèrent en lui demandant : « Citoyen, as-tu de l'argent? »

M. Rué répondit qu'il n'en avait pas. « Mais, ajouta-t-il en allant à leur rencontre, j'ai du tabac à votre service. »

Au même instant une trentaine d'autres individus sortirent des massifs qui longent l'avenue en disant : « Ah! ah! il a un sac; il faut le fouiller. »

L'un de ces hommes se mit alors à hausser les épaules en s'écriant : « Vous vous trompez; vous voyez bien à son costume que ce doit être comme nous un ouvrier sans ouvrage. »

M. Rué, que l'apparition de cette masse d'individus avait effrayé frappa sur ses poches pour faire voir qu'il n'avait pas d'argent, et il ajouta : « Je n'ai en ma possession qu'une pièce de cinquante centimes et du tabac. Si cela peut vous convenir, mes amis, je vous les offre. » L'un d'eux accepta ce don, et tous étant rentrés dans les massifs, M. Rué se trouva seul sur la route et put continuer son chemin. Sur sa déclaration, des recherches ont été faites par la gendarmerie, mais sans résultat.

— Le départ du 45<sup>e</sup> de ligne, venu à Paris pour assister à la revue du 20 avril, a été hier l'occasion d'une scène touchante. On se rappelle que les soldats et les officiers avaient été logés chez les habitants; le colonel était logé chez M. Favrel, colonel de la 5<sup>e</sup> légion de la garde nationale. Le départ a eu lieu hier à midi de la mairie du 5<sup>e</sup> arrondissement; la musique du 45<sup>e</sup> jouait alternativement les airs de la *Marseillaise* et des *Girondins*. Le régiment a été entouré à son départ par une foule immense de peuple qui poussait les cris unanimes de *Vive la République! Vive la ligne!* Les soldats répondaient :

*Vive la garde nationale!* En ce moment les deux colonels se sont embrassés. Cette accolade a été le signal d'une sympathie générale. Des fleurs, des rubans ont été jetés de toutes les fenêtres; la foule battait des mains, puis elle entra dans les rangs de la troupe, prit les bras des soldats, voulut se charger de porter leurs fusils et les accompagna ainsi jusqu'à la barrière Poissonnière, où la scène d'adieu se renouvela.

— Les 400 hommes de la garde républicaine qui sont à l'hôtel de ville depuis le 24 février seront affectés, dit-on, outre leur service habituel, à la garde de l'Assemblée nationale. Ils vont être incessamment habillés. Leur uniforme consistera en :

Un pantalon garance;

Une redingote bleue, croisée, sans épaulettes, avec larges revers blancs à liserés et brandebourgs rouges;

Un ceinturon noir à plaque devant;

Et l'ancien chapeau des soldats de la République, bicorné avec pompon allongé et plumeau de crin rouge retombant.

— L'exposition du concours de sculpture et de peinture des esquisses de la République française, qui devait avoir lieu le mardi 23 avril, est remise à aujourd'hui. Cette exposition sera close le 2 mai, à quatre heures du soir.

— On lit dans la *Gazette des Tribunaux* :

« Une scène de violence survenue hier soir pour le plus futile motif, dans le quartier de la Cité, a eu pour déplorable résultat le meurtre d'un homme dont le cadavre, exposé aujourd'hui à la Morgue, n'a pas été jusqu'à ce moment reconnu. Voici, d'après l'enquête sommaire à laquelle la justice a procédé, comment se seraient passés les faits. Le nommé B..., qui tient rue Saint-Eloi, n° 20, une de ces maisons que l'on désigne sous le nom de tapisserie, s'étant pris de querelle avec un individu qui venait de faire chez lui une consommation dont il ne pouvait payer en totalité le montant, voulut le contraindre à laisser, en garantie de la différence, un objet quelconque, ou à défaut une partie de ses vêtements. Le buveur refusa, et comme le sieur B... insistait, il ouvrit la porte, gagna la rue et essaya de prendre la fuite.

« Ce serait alors, d'après l'enquête, que le sieur B..., s'armant d'un bâton noueux, se serait précipité à sa poursuite, qu'il l'aurait atteint et se serait porté contre lui à des violences telles que ce malheureux, après avoir essayé vainement de se défendre, aurait succombé au nombre et à la violence des coups qui lui étaient portés particulièrement sur le crâne, dont la boîte osseuse serait brisée.

« Quoi qu'il en soit, un gardien de Paris, attaché au commissariat de police du quartier de la Cité, étant accouru aux cris de la victime, qu'aucun des voisins n'avait secouru bien qu'il ne fût guère que dix heures du soir, n'arriva près d'elle que pour recevoir son dernier soupir.

« Ce matin, le sieur B... a été arrêté et conduit au dépôt de la préfecture de police, où il a été provisoirement écroué à la disposition de l'autorité judiciaire. »

— Une jeune fille de 19 ans, occupant avec ses parents un logement au troisième étage, rue Constantine, à Belleville, avait une inclination pour un jeune homme qui l'aimait éperdument. — Sa mère lui ayant fait quelques remontrances pour tâcher de la détourner de ses penchants, la jeune fille interpréta mal ses observations et se précipita par la fenêtre; elle s'est tuée sur le coup. — Sa malheureuse mère est dans une situation telle, que l'on craint pour sa raison. — Chacun, dans la commune, s'accordait à faire l'éloge de la douceur et de la vertu de la pauvre enfant.

#### Bourse de Paris du 26 avril.

La manière calme et pacifique dont se sont faites les élections, tant à Paris que dans les provinces, dont les nouvelles nous étaient déjà parvenues ce matin, a déterminé à la bourse un mouvement très-prononcé de hausse. Les fonds, les chemins et la banque ont monté tous de concert, sans qu'aucune réaction se manifestât à la fin, comme il arrive souvent quand il y a une hausse générale.

Les actions de la Banque ont particulièrement monté; elles ont fini 170 fr. plus haut qu'hier. La cause à laquelle on attribuait ce mouvement est le bruit qui a couru que des quantités assez considérables d'espèces étaient rentrées à la Banque, soit sous forme de lingots, soit sous forme de monnaie courante.

Le prix de l'or était de 50 à 53 fr., ce qui n'établissait pas de changement sur le cours de lundi.

Le change du billet de banque de 1,000 fr. est de 2 à 4 fr.

Les consolidés sont venus de Londres plus faiblement qu'hier.

Le 3 p. 100, fermé hier à 41 25, a débuté à 41 75, puis a monté progressivement jusqu'à 44 50, cours de clôture.

On a fait des primes dont 50 fin courant à 45 75, et fin prochain à 51.

Le 5 p. 100, qui restait mardi à 62, a débuté à 63 50, a fait au plus bas 65, et reste à 65 plus haut cours.

Les actions de la Banque, restées hier à 1,350, ont débuté à 1,400, ont ensuite baissé à 1,380, sont revenues à 1,450 et ont monté jusqu'à 1,500, cours de fermeture.

Le directeur gérant : SOBRIER.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Daumette, 2.